

# "De l'antisémitisme même en primaire" : la fuite des élèves juifs vers les écoles privées s'accélère

Par Rachel Binhas - Publié le 04/11/2024 à 15:56



La fuite des enfants juifs des établissements scolaires publics s'est renforcée depuis le 7 octobre. L'aggravation du phénomène laisse pourtant de marbre les pouvoirs publics. Enquête.

« Je voudrais penser en tant que Française, et on m'oblige aujourd'hui à réfléchir comme une juive », lâche Myriam, mère d'une petite fille de bientôt 5 ans. Cette Parisienne, mère célibataire, a décidé, à contrecœur, d'inscrire sa fille dans une école catholique par précaution. « J'ai été moi-même menacée de viol et de mort car juive, en France », confie Myriam.

Le nom et le prénom de sa fille sonnent « juifs » et la mère veut « limiter les risques en matière de sécurité » alors que le nombre d'actes antisémitismes ne cesse de croître. En particulier depuis les massacres commis le 7 octobre en Israël. Entre le dernier trimestre 2022 et 2023, les actes antisémites ont bondi de 1 000 %, d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur.

« Moi qui suis très attachée aux services publics laïcs et républicains, cette réflexion sur le choix de l'école a été un véritable calvaire citoyen, une souffrance, glisse, émue, Myriam. Car le sujet de l'école nous ramène à notre condition qui s'est dégradée. » Jeanne\* a été confrontée au même choix : laisser ses deux filles dans une école « bobo » malgré un climat qui s'abîmait, ou les scolariser dans un établissement confessionnel. « Après le 7 octobre, une camarade a dit "Les Israéliens ont volé la terre des Palestiniens", et le lendemain, sa mère musulmane voilée, a amené la petite qu'elle avait habillée aux couleurs de la Palestine », raconte Jeanne. « J'ai voulu extraire mes enfants de cette atmosphère », explique Jeanne qui souligne avoir la chance et les moyens de pouvoir « les mettre à l'école juive libérale », bien que le public aurait été son souhait. La baby-sitter des deux filles, lycéenne, va passer le bac en candidate libre, « à cause du harcèlement depuis le 7 » au sein de son lycée.

Il y a ce garçon à qui des élèves ont mis la tête dans les toilettes en le traitant de « sale juif ». Ou ce collégien à qui on a dit, dans les vestiaires de sport : « Tu vas mourir dans les douches



comme en 39-45 ! » Des tensions telles qu'une Union des lycéens juifs de France (ULJF) s'est constituée en juin dernier. Max, lycéen, en est le vice-président : « *En recueillant les témoignages, on s'est rendu compte de l'étendue du phénomène, cela ne concerne pas quelques établissements de manière marginale mais bel et bien toute la France.* »

La vocation de ULJF ? « *Dénoncer ces actes, éviter les fuites afin que l'école publique redevienne l'école de la République* », répond Max qui espère pouvoir échanger un jour à ce sujet avec le ministère de l'Éducation nationale. Alors que la lutte contre le harcèlement à l'école est devenue l'affaire de tous, élevée au rang de « *cause nationale* », l'insécurité qui frappe les enfants juifs est bien moins prise en compte. Pas de spot télévisé national, pas de grand plan interministériel...

*Nihil novi sub sole* (« Rien de nouveau sous le soleil ») : les difficultés rencontrées par ces derniers dans les établissements publics remontent à une vingtaine d'années. « *Après la Seconde Intifada [2000-2005] déjà, le vent ne sentait pas très bon*, observe Patrick Petit-Ohayon, à la tête de l'action scolaire du Fonds social juif unifié (FSJU). *À l'époque, les problèmes d'antisémitisme se concentraient essentiellement dans les collèges et les lycées, désormais cela s'exprime même dans les classes élémentaires.* »

Les pouvoirs publics connaissent la situation. « *C'est un réel problème indiscutable et même un vrai scandale*, admet un ancien membre du cabinet de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale entre 2017 et 2022. *Il y a une évaporation des enfants juifs dans le système scolaire et au fil des années, les choses ne font que s'amplifier.* »

## **POUSSÉE DES INSCRIPTIONS EN 2015**

Alors pourquoi ne pas prendre le sujet à bras-le-corps ? L'incapacité à produire des chiffres solides et à mesurer la réalité du phénomène, répondent régulièrement les autorités administratives dès qu'elles sont interpellées sur le sujet. En l'absence de statistique professionnelle, aucune politique sérieuse de lutte contre l'antisémitisme à l'école ne pourrait être menée.

Il ne demeure pas moins que les rectorats peuvent recevoir des établissements scolaires des signalements lorsque des élèves juifs ou reconnus comme tels sont l'objet de violence – signalements qui pourraient ensuite être transmis rue de Grenelle.

Aucune étude comparative européenne n'a été lancée pour savoir si le phénomène est propre à la France, et comment réagissaient les autres pays lorsqu'ils sont confrontés à ces situations. Il y a quelques années, le ministère de l'Éducation nationale et le FSJU avaient mené une enquête dans les établissements en Seine-Saint-Denis.

Il s'agissait d'évaluer les variations du nombre d'élèves inscrits, analyser pourquoi des écoliers rejoignaient les écoles juives, avoir une idée plus précise des problèmes rencontrés dans le public... « *Mais certaines directions de ces établissements publics du 93 ne se sont pas montrées très favorables à l'enquête* », se souvient le haut fonctionnaire. L'objectif était aussi de distinguer les raisons de ces fuites : recherche de sécurité, d'un meilleur niveau, voire, d'un enseignement religieux ?

Toujours est-il que les violences antisémites ne faiblissent pas dans l'Hexagone, bien au contraire. Et l'école n'est plus, depuis longtemps, un sanctuaire. « *Le conflit israélo-palestinien*



n'est qu'un prétexte pour libérer une parole antisémite », souligne Patrick Petit-Ohayon. Lors de l'année scolaire écoulée, le FSJU a compté une cinquantaine d'enfants qui sont passés, après le 7 octobre, d'une école publique à une école juive en cours d'année. Et depuis cette rentrée scolaire, ce sont 600 élèves supplémentaires qui auraient intégré des établissements juifs.

« Nous avons noté une poussée des inscriptions en 2015, avec l'attentat islamiste de l'Hyper Cacher, la courbe ensuite a été descendante et depuis le 7 octobre, elle est repartie à la hausse », explique Patrick Petit-Ohayon. Si, pendant des années, le FSJU estimait à 30 % la part des enfants juifs en école juive, selon ses évaluations, en 2024, entre 40 et 45 % des enfants juifs seraient dans des établissements juifs, 30 à 35 % dans des établissements catholiques et ne resteraient dans le public que 20 à 25 % des enfants juifs.

## ALIYAH DE L'INTÉRIEUR

Cartographier ce phénomène est une tâche délicate. Mais il est indéniable que la tendance se renforce. Ainsi, selon des associations, Montpellier compterait de moins en moins d'enfants juifs dans le public, tout comme les quartiers nord de Marseille où vivaient historiquement des familles juives. Une des raisons se trouve dans les fameuses *aliyah*, ces départs vers Israël. Ce serait en particulier le cas, ces derniers mois, au sein de l'agglomération lyonnaise. Et puis il y a les *aliyah* dites « de l'intérieur », ces déplacements d'un département ou d'une commune à l'autre. Des Franciliens de confession juive déménagent vers l'Alsace, à Strasbourg notamment où une communauté est nombreuse et structurée.

Dans des établissements du nord de la France – à Roubaix et Tourcoing en particulier – d'Île-de-France, ou des Bouches-du-Rhône, garantir la sécurité des enfants de familles juives n'est plus possible depuis des années. Les rectorats proposent à ces familles de changer d'école, allant même parfois jusqu'à leur conseiller l'enseignement privé. Pour ne pas être confronté à procédure complexe – surtout si les parents des enfants accusés prennent un avocat – c'est la victime que l'on déplace.

Mais, que dire à ces familles désemparées, quelle est la réponse sur le moyen et long terme des autorités politiques ? Au cabinet de l'actuelle ministre de l'Éducation nationale, Anne Genetet, on préfère ne pas s'exprimer sur le sujet, « pas même en off ». Le « pas de vague » prévaut toujours rue de Grenelle.

\*Le prénom a été modifié pour des raisons de sécurité.

